

# Communiqué de presse

## L'académie des sciences morales et politiques va-t-elle à nouveau s'attaquer aux SES ?

**Paris, le 12 janvier 2017** : L'Académie des sciences morales et politiques (ASMP) vient de rendre publiques les contributions de 6 économistes ayant étudié les manuels de sciences économiques et sociales du lycée.

L'institution renouvelle ainsi une stratégie éprouvée en 2008 : critiquer des manuels scolaires pour demander une « réforme » des programmes. Cette institution avait ainsi déjà remis au Ministre de l'éducation d'alors, Xavier Darcos, un rapport à charge contre l'enseignement des SES qu'elle jugeait « gravement défectueux », et dont les manuels auraient révélé « des présupposés – dans certains cas assez idéologiques -, notamment vis-à-vis du marché ». Une accusation peu surprenante lorsqu'on sait que la section « économie » de l'ASMP est constituée essentiellement de dirigeants d'entreprises ayant occupé des postes d'influence au sein d'organisations patronales, à commencer par l'ancien PDG de BNP-Paribas Michel Pébereau, qui s'évertue depuis des années à « effectuer un travail pédagogique de fond sur [les] lycéens, [...] afin de les sensibiliser aux contraintes du libéralisme ».

Les contributions des économistes aujourd'hui sollicités par l'ASMP apparaissent toutefois bien moins monolithiques qu'en 2008. Certains, comme Kevin H. O'Rourke, professeur d'histoire économique au All Souls College à Oxford, louent la qualité des manuels français de SES. D'autres expriment des critiques nuancées qui peuvent être entendues. C'est le cas notamment lorsqu'Olivier Blanchard, ancien chef économiste du FMI, déclare que les programmes actuels ne permettent pas assez de motiver les élèves. D'autres analyses se montrent à l'inverse pour le moins aberrantes, particulièrement lorsque Yann Coatanlem, directeur de recherche à Citigroup, préconise d'évacuer la sociologie des programmes afin d'avoir le temps de « développer une meilleure compréhension des concepts et des enjeux économiques par les futurs cadres d'entreprise, et par le futur citoyen qui devra valider des réformes structurelles » !

Dans la foulée de la publication de ce rapport, l'ASMP, organise, en janvier et février prochain deux tables rondes afin de discuter de l'enseignement des SES et de préconisations pour « infléchir » les programmes. L'intitulé des tables rondes (« Les SES réduites à une simple extension de l'Histoire-Géographie" ou "Beaucoup d'informations et peu d'analyse" ), loin de refléter la teneur assez mesurée voire quelquefois fondée des contributions des 6 économistes, qui contredisent par ailleurs les accusations de biais idéologiques formulées sans fondement en 2008.

L'ASMP et Michel Pébereau semblent ainsi à nouveau se poser en groupe de pression alors même qu'une évaluation sur les programmes de SES est actuellement menée par le Conseil supérieur des programmes et le Conseil national éducation économie... duquel Michel Pébereau a justement récemment démissionné !

Pour sa part, l'APSES dénonce la méthode consistant à instrumentaliser les manuels scolaires pour évaluer un enseignement scolaire – manuels qui relèvent de la responsabilité d'éditeurs privés en situation concurrentielle et qui sont loin de préjuger des contenus et pratiques enseignantes en classe. Qui plus est ces « audits » sont réalisés au prisme de la seule économie - alors que les SES sont un enseignement pluridisciplinaire associant diverses sciences sociales (dont la sociologie et les sciences politiques)-, et uniquement par des universitaires ne pouvant se prévaloir d'une expérience d'enseignement auprès de lycéennes et lycéens.

L'APSES considère que les programmes actuels de SES, encyclopédiques et insuffisamment pluralistes, doivent être réécrits dans le seul intérêt des élèves et de leur formation scientifique et citoyenne, indépendamment des divers groupes de pression qui souhaiteraient les influencer dans le sens de leurs intérêts.